



**BURKINA FASO**  
↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
□□□□□□□□□□□□□□□□  
**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)**

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 04/2013

# SOMMAIRE

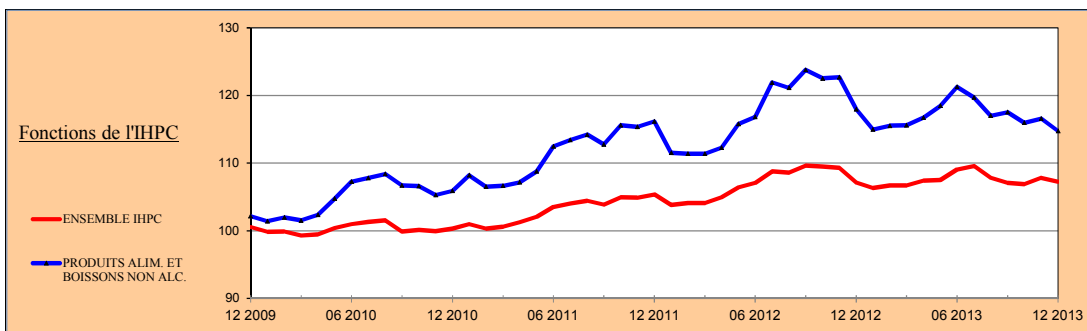
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>9</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>14</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>17</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>22</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>23</b>

## Secteur réel

Le quatrième trimestre 2013 a connu, comparativement au trimestre précédent une légère baisse des prix à la consommation due à la baisse des prix des produits alimentaires notamment les produits agricole, les prix des produits de l'élevage ayant connu une hausse avec la période des fêtes de fin d'année. Quant à l'industrie, au troisième trimestre 2013, il a été constaté une baisse due principalement au secteur de l'énergie.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2012	2013	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>108,6</b>	<b>106,6</b>	<b>108,0</b>	<b>108,2</b>	<b>107,3</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-1,2%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	121,1	115,4	118,8	118,1	115,8	-2,0%	-4,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	108,4	102,1	103,2	101,2	106,8	5,6%	-1,5%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,9	101,9	101,9	101,9	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	110,6	109,8	111,5	116,2	116,6	0,3%	5,5%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,4	98,5	98,5	98,6	98,6	0,0%	0,2%
SANTE	100,5	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,4%
TRANSPORTS	105,5	105,6	105,9	106,0	106,0	0,0%	0,4%
COMMUNICATION	62,7	63,5	63,2	63,6	64,6	1,7%	3,2%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,7	97,5	97,5	97,0	96,2	-0,9%	-1,5%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	104,4	104,4	104,4	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	115,1	116,4	115,9	116,0	113,9	-1,8%	-1,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,8	103,9	103,9	103,9	103,9	0,0%	0,2%



Le quatrième trimestre 2013 est caractérisé par une baisse du niveau général des prix à la consommation tant en variation annuelle que trimestrielle. En effet, l'IHPC a reculé de 1,2% par rapport au quatrième trimestre 2012 et de 0,8% par rapport au trimestre précédent.

La baisse annuelle du niveau général des prix est essentiellement expliquée par un recul des prix au niveau des fonctions "produits alimentaires et boissons alcoolisées" de 4,4%, "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" de 1,5%, "loisirs et culture" de 1,5% et "restaurants et hôtels" de 1%.

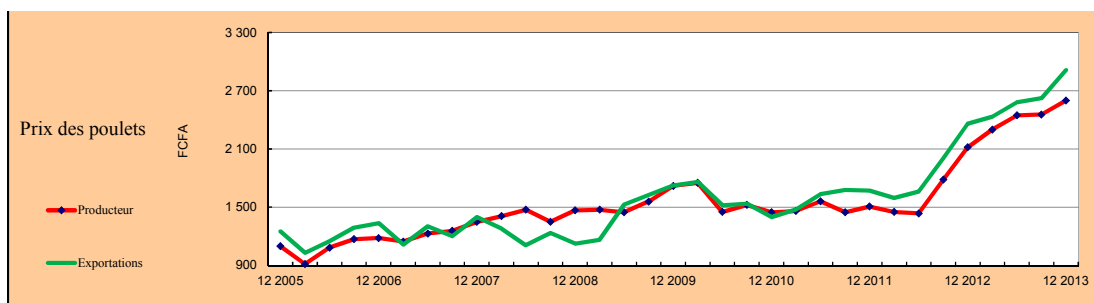
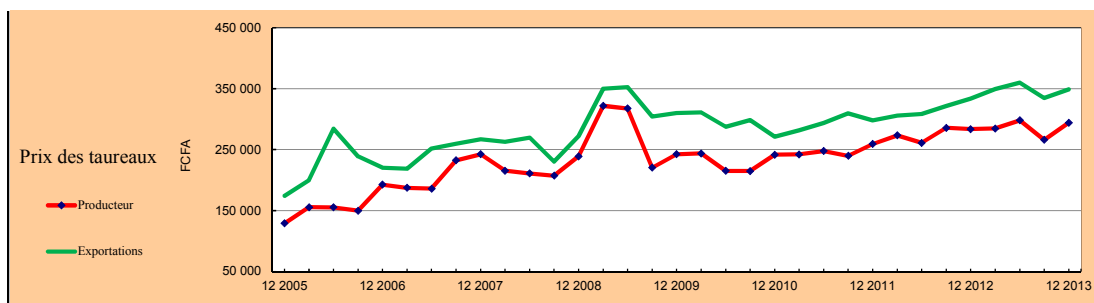
Quant à la baisse trimestrielle, elle reste justifiée essentiellement par la baisse des prix des "produits alimentaires et boissons alcoolisées" et des tarifs des "restaurants et hôtels".

En glissement annuel à fin décembre, l'inflation est de 0,1%. Les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère conjuguée à la bonne tenue de la campagne agricole 2013-2014 auraient contribué significativement à la maîtrise de l'inflation.

Le taux d'inflation annuel moyen à fin décembre 2013 se situe à 0,5%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE								
Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
	2012	2013	2013	2013	2013	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	283 809	284 741	298 233	266 177	294 333	10,6%	3,7%	
Prix à l'exportation du taureau	333 493	349 506	360 013	334 647	348 762	4,2%	4,6%	
Prix au producteur du bœlier	42 893	41 094	41 089	40 558	43 958	8,4%	2,5%	
Prix à l'exportation du bœlier	50 426	48 083	47 802	46 604	51 405	10,3%	1,9%	
Prix au producteur du bouc	22 953	23 704	22 201	20 854	23 108	10,8%	0,7%	
Prix à l'exportation du bouc	34 534	33 966	32 827	30 578	34 916	14,2%	1,1%	
Prix au producteur du poulet	2 117	2 301	2 447	2 456	2 599	5,8%	22,8%	
Prix à l'exportation du poulet	2 360	2 432	2 582	2 625	2 912	10,9%	23,4%	
Prix au producteur de la pintade	2 384	2 398	2 424	2 482	2 746	10,6%	15,2%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 838	2 583	2 626	2 979	3 406	14,3%	20,0%	



Le quatrième trimestre 2013 a été marqué par une hausse générale des prix du bétail et de la volaille.

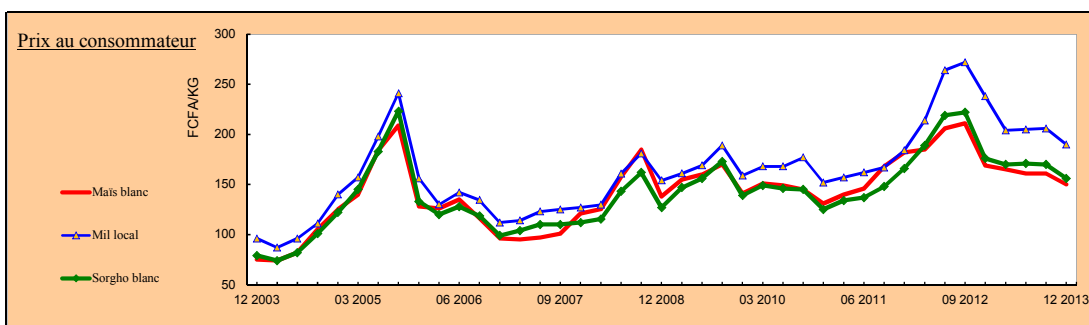
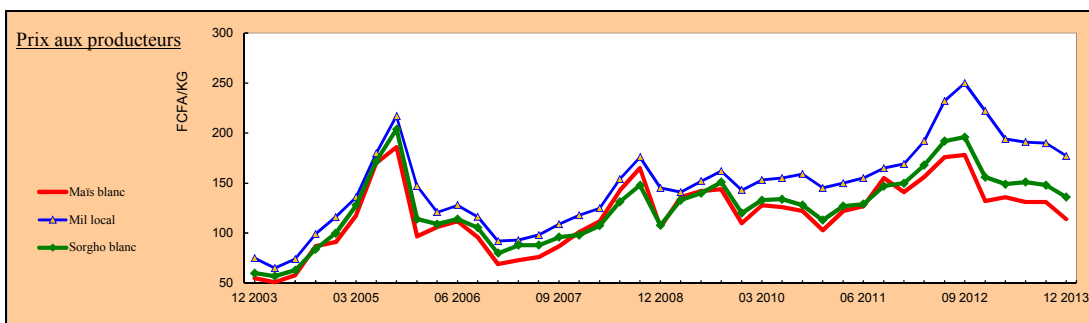
Au niveau des Bovins, la relance de la demande interne (pour la consommation) et externe (exportation sur pieds) aurait eu pour corollaire le renchérissement des prix au producteur et à l'exportation du taureau comparativement au trimestre précédent. En effet, les abattages de bovins pour la consommation ont connu une hausse de 3,3% par rapport au trimestre écoulé. Les exportations de bovins sur pieds quant à elles se sont accrues de 2,6% avec la diminution des maladies du bétail et l'accès des marchés liés aux bons états des routes. Le prix minimum du taureau enregistré sur l'ensemble des marchés (exportation et production) est de 220 000 FCFA. En glissement annuel, les prix du taureau ont été également en hausse. Ces variations étaient de +3,7% sur les marchés de production et de +4,6% sur les marchés d'exportation.

Chez les petits ruminants, avec la reprise des activités de commercialisation, on enregistre une hausse des mercuriales des bœliers et des boucs sur les marchés de production et sur ceux d'exportations en glissement trimestriel. On note toutefois que les prix à l'exportation ont connu des variations importantes en glissement trimestriel avec +10,3% pour le bœlier et +14,2% pour le bouc.

Concernant le marché de volaille, on observe une hausse des prix au producteur et à l'exportation aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. Les fêtes de fin d'année expliqueraient en partie le renchérissement des prix de cette espèce. Les prix du poulet ont connu une hausse de 5,8% sur les marchés de production et de 10,9% sur les marchés d'exportation. Les prix de pintade ont connu des évolutions similaires soient 10,6% sur les marchés de production et 14,3% sur les marchés d'exportation.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES							
Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2012	2013	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	132,0	136,0	131,0	131,0	114,0	-13,0%	-13,6%
Prix au consommateur du maïs blanc	169,0	165,0	161,0	161,0	150,0	-6,8%	-11,2%
Prix au producteur du mil local	222,0	194,0	191,0	190,0	177,0	-6,8%	-20,3%
Prix au consommateur du mil local	238,0	204,0	205,0	206,0	190,0	-7,8%	-20,2%
Prix au producteur du sorgho blanc	156,0	149,0	151,0	148,0	136,0	-8,1%	-12,8%
Prix au consommateur du sorgho blanc	176,0	170,0	171,0	170,0	156,0	-8,2%	-11,4%



La situation alimentaire des ménages s'est améliorée avec la présence des nouvelles récoltes sur la plupart des marchés au cours de ce quatrième trimestre. Une bonne disponibilité des produits agricoles a été observée sur les marchés qui sont bien approvisionnés par les stocks paysans et commerçants. Les récoltes se sont poursuivies tout au long du trimestre en même temps que les reconstitutions des stocks au niveau ménage et commerçant.

Avec l'amélioration de la disponibilité céréalière, les prix des céréales ont normalement évolué avec des baisses significatives au cours du trimestre. Cette baisse est due à l'effet conjugué de la saisonnalité et des mesures prises par le Gouvernement à travers la vente à prix social des céréales dans les boutiques témoins du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA). La moyenne des prix du kilogramme sur les marchés de collecte a été de 114 FCFA pour le maïs, 177 FCFA pour le mil et 136 FCFA pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens au kilogramme du trimestre étaient de 161 FCFA pour le maïs, 190 FCFA pour le mil et 156 FCFA pour le sorgho.

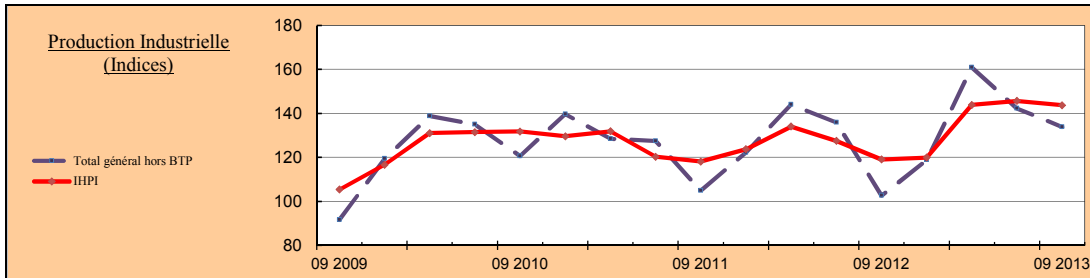
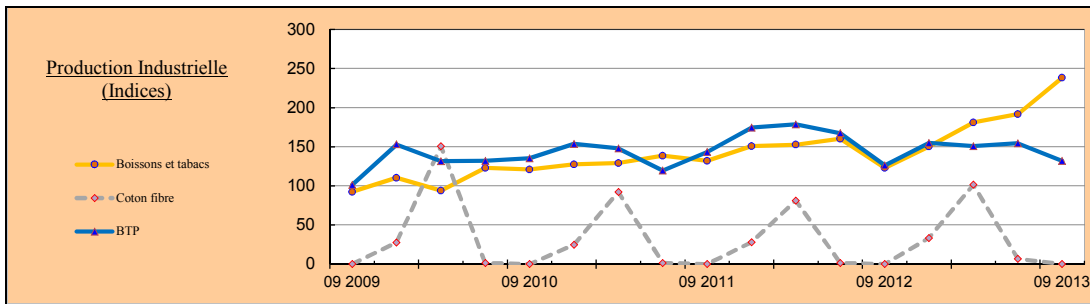
Par rapport au trimestre précédent, les prix au producteur ont connu des baisses de 13%, 7% et 8% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Comparé à la même période de l'année dernière, des baisses de prix de 14% pour le maïs, 20% pour le mil et 13% pour le sorgho ont été enregistrées. Les prix aux consommateurs ont eu une évolution idem à ceux à la collecte. Des baisses de 7% pour le maïs et 8% pour le mil et le sorgho ont été observées par rapport au trimestre précédent. Par rapport à 2012, on a noté des baisses de 20% pour le maïs et 11% pour le mil et le sorgho. Les fortes variations par rapport à la même période de l'année passée s'expliquent par les fortes hausses de prix observées l'année passée suite à la campagne agricole enregistré très moyenne.

Pour ce trimestre, les prix les plus élevés ont été observés sur les marchés des régions du sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé,) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 15 000 FCFA le maïs, 16 000 FCFA le sorgho et 18 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), les Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et les Cascades (Douna) avec des moyennes de 10 000 FCFA le sac de maïs, 11 500 FCFA le sac de sorgho et 14 000 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.S.A. / SO.NA.G.E.S.S.

**INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)**

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	33,3	101,4	6,6	0,0	-100,0%	
PRODUITS ALIMENT, BOISSONS ET TABACS	113,1	130,8	168,4	170,7	196,5	15,2%	73,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	8,7	34,8	100,2	13,7	6,5	-52,3%	-25,3%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 091,3	1 275,2	1 041,2	926,5	814,9	-12,0%	-25,3%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	119,8	129,8	173,7	148,2	149,8	1,1%	25,1%
BOISSONS ET TABAC	122,8	150,2	180,9	191,8	238,2	24,2%	94,0%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	119,8	129,8	173,7	148,2	149,8	1,1%	25,1%
BOULANGERIES, MEUNERIES	133,6	118,9	137,2	175,0	107,8	-38,4%	-19,3%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	91,2	90,7	144,1	125,8	109,7	-12,8%	20,3%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	96,7	50,3	88,1	84,5	72,2	-14,5%	-25,3%
INDUSTRIES CHIMIQUES	61,4	77,1	83,0	76,6	72,9	-4,9%	18,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	8,1	13,3	11,2	8,3	8,0	-3,3%	-1,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	69,1	99,0	111,2	169,6	125,5	-26,0%	81,7%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	126,1	155,0	150,7	154,5	131,7	-14,7%	4,5%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>102,6</b>	<b>118,7</b>	<b>160,9</b>	<b>142,2</b>	<b>133,9</b>	<b>-5,9%</b>	<b>30,5%</b>
<b>IHPI</b>	<b>105,7</b>	<b>123,5</b>	<b>159,6</b>	<b>143,9</b>	<b>133,6</b>	<b>-7,2%</b>	<b>26,4%</b>



L'activité industrielle au troisième trimestre 2013 est en recul. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle passe de 143,9 à 133,6, soit une baisse de 7,2% par rapport au second trimestre 2013. Cependant, en glissement annuel, l'indice est en hausse de 26,4%.

La baisse constatée est principalement due au ralentissement observé dans le secteur eau, électricité et gaz, et particulièrement dans la production d'énergie électrique. En glissement trimestriel, l'indice du secteur enregistre en effet une baisse de 26,0%, fortement entraînée par celle de la production d'électricité (-32,3%). Le secteur est par contre dans une dynamique de développement, en témoigne son évolution en glissement annuel (+81,7%).

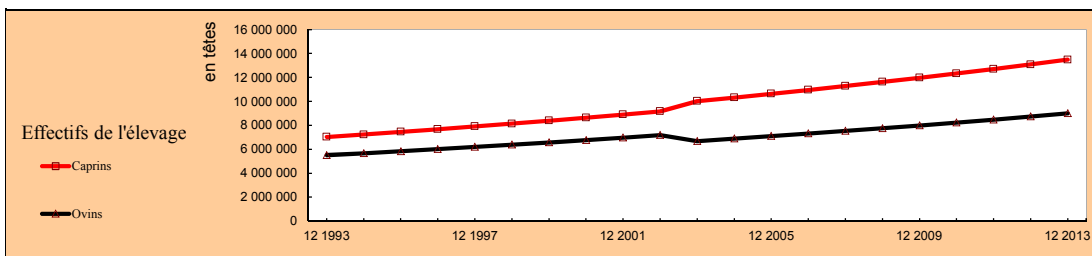
Les industries extractives et celle de fabrication de matériaux de construction ont également contribué au ralentissement de l'activité industrielle avec des baisses respectives de 12,0% et 14,7% en glissement trimestriel. Cependant, en glissement annuel, seul l'indice des industries de fabrication de matériaux de construction connaît une hausse (+4,5%), celui des industries minières étant en baisse de 25,3%.

La branche qui s'est mieux comportée au cours du trimestre est celle constituée des industries alimentaires, de boissons et de tabac, dont les évolutions suivent une tendance croissante. L'indice de la branche est en hausse, tant en glissement trimestriel (+15,2%) qu'annuel (+73,8%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Effectif de bovins (en têtes)	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	36 420	37 512	38 638	39 797	40 991	3,0%	3,0%

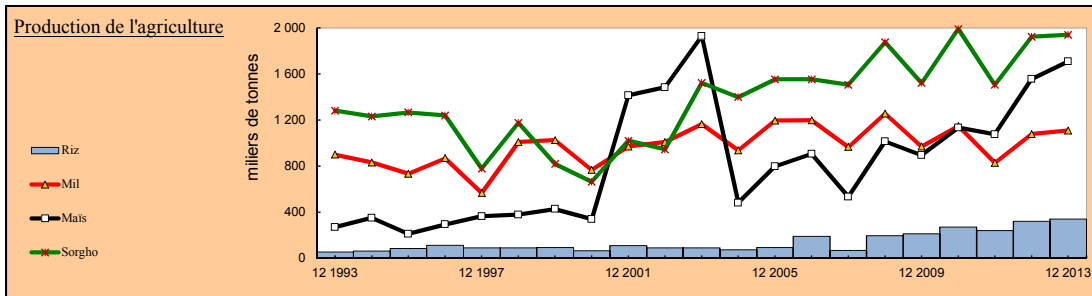


L'estimation des effectifs du cheptel en 2013 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille reste l'espèce la plus importante en terme d'effectif. Les ménages ont souvent recours à cette espèce pour obtenir de la liquidité, c'est d'ailleurs pour cela que son taux d'exploitation est le plus élevé (80%). Les petits ruminants quant à eux restent les plus exportés sur pieds (53,7% en 2012). Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques compte mettre en œuvre en 2014 l'Enquête Nationale sur le Cheptel. Cette Enquête permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Production brute totale de céréales	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	5 125 769	9,0%	4,6%
dont : Production brute de mil	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	1 109 395	3,4%	2,9%
dont : Production brute de sorgho	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 939 576	6,3%	0,8%
dont : Production brute de maïs	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 709 392	17,6%	9,8%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	213 584	270 658	240 865	319 390	340 365	12,4%	6,6%

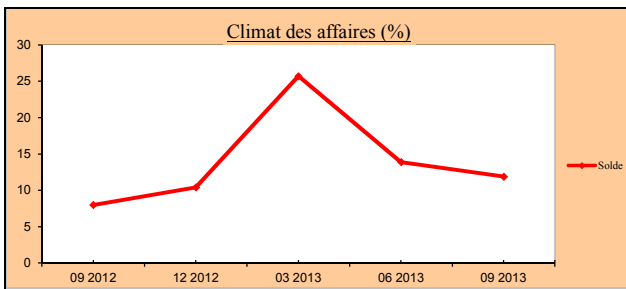


Un bilan excédentaire est ressorti des résultats prévisionnels de la campagne agricole humide 2013/2014. L'estimation prévisionnelle de la production céréalière est de 5 125 769 tonnes, soit une hausse de 4,6% par rapport à la campagne 2012/2013 et une hausse de 21,4% par rapport à la moyenne quinquennale. Par rapport aux résultats définitifs de la campagne 2012/2013, les plus fortes hausses sont attendues au niveau du fonio (+30,9%), du maïs (+9,8%) et du riz (+6,6%). Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la hausse de la production est estimée à 21,4%, avec 50,6% pour le maïs, 37,3% pour le riz et 36,4% pour le fonio.

Cet excédent pourrait être conforté par la production attendue à l'issue de la campagne sèche 2013/2014 dont le lancement est intervenu le 29 novembre à Komsilga.

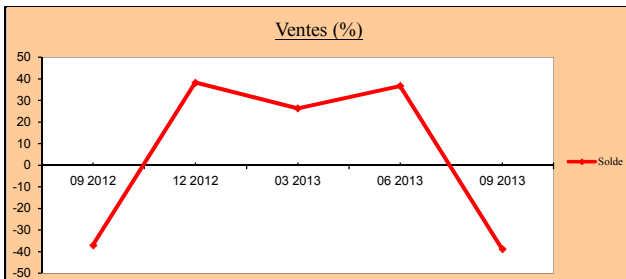
Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

**SOLDES D'OPINION**



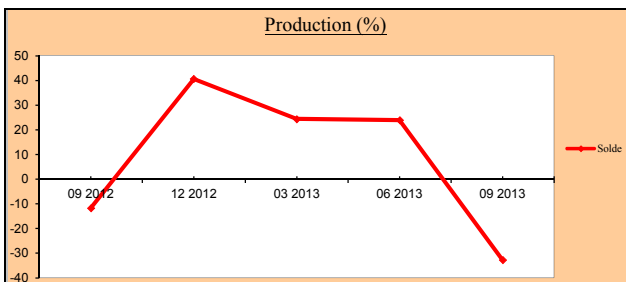
**Climat des affaires**

Selon les chefs d'entreprises, l'activité au troisième trimestre 2013 s'est déroulée dans un climat des affaires meilleur que celui du deuxième trimestre 2013.



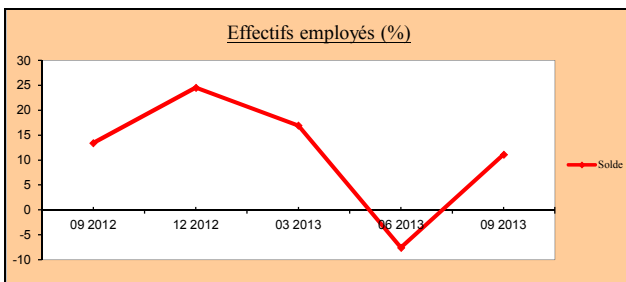
**Ventes**

Toutefois, les ventes ont connu un répli comparé au deuxième trimestre 2013.



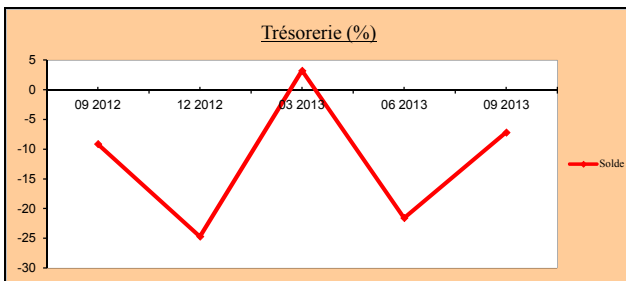
**Production**

Par ailleurs, les chefs d'entreprises estiment que la production s'inscrit dans la même tendance que celle des ventes avec une baisse observée au troisième trimestre par rapport au niveau du deuxième trimestre 2013.



**Effectifs employés**

Toutefois, les effectifs employés ont connu une hausse au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2013 après un récul observé un trimestre plutôt.



**Trésorerie des entreprises**

Les tensions de trésorerie ont persisté au troisième trimestre 2013. Cette situation pourrait s'expliquer notamment par la baisse des ventes.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

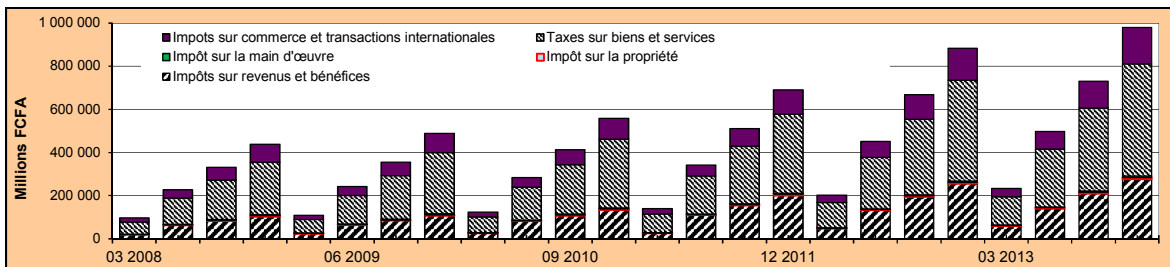
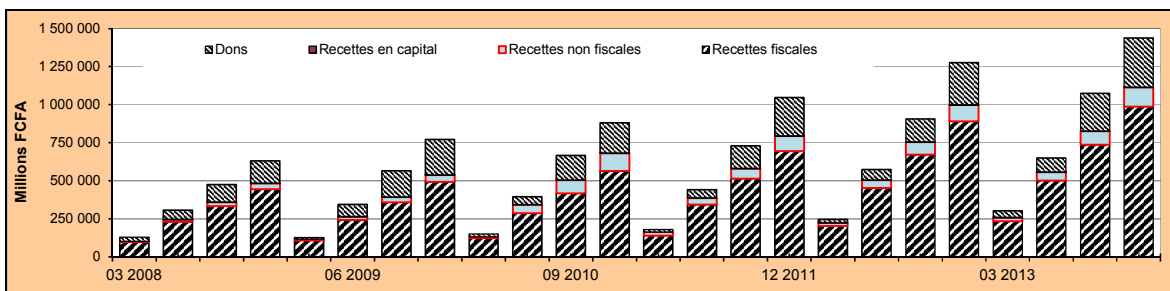


## Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat serait ressorti déficitaire à fin décembre 2013. Le déficit global base engagement se serait établi à 176,47 milliards de francs CFA, quasiment au même niveau que celui de l'année précédente. Hors dons, ce déficit se serait élevé à 500,83 milliards de francs CFA en 2013 contre 453,96 milliards de francs CFA en 2012.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 485 343,0</b>	<b>1 276 409,9</b>	<b>301 682,3</b>	<b>649 164,3</b>	<b>1 073 297,6</b>	<b>1 437 672,6</b>	<b>96,8%</b>	<b>12,6%</b>
Recettes totales	1 066 089,2	998 909,2	259 335,3	556 816,2	825 203,5	1 113 308,9	104,4%	11,5%
Recettes courantes	1 066 089,2	998 814,2	259 288,0	556 768,7	825 155,8	1 113 198,0	104,4%	11,5%
Recettes fiscales	947 541,7	890 777,7	234 330,8	501 519,7	737 281,3	988 776,3	104,4%	11,0%
Impôts sur revenus et bénéfices	273 187,8	256 029,1	60 348,1	140 548,6	209 864,7	277 016,6	101,4%	8,2%
Impôt sur la main d'œuvre	5 372,3	5 900,7	1 755,1	3 680,9	5 518,0	7 285,7	135,6%	23,5%
Taxes sur biens et services	485 205,3	467 464,8	130 698,0	268 324,8	385 469,2	519 037,9	107,0%	11,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	169 749,4	148 609,2	38 241,6	81 543,5	124 317,9	169 449,9	99,8%	14,0%
Autres recettes fiscales	6 290,3	7 001,8	1 740,5	4 025,9	6 783,3	8 904,9	141,6%	27,2%
Recettes non fiscales	118 547,4	108 036,4	24 957,2	55 249,0	87 874,6	124 421,8	105,0%	15,2%
Recettes en capital	0,000	95,013	47,332	47,509	47,673	110,846		16,7%
<b>Dons</b>	<b>419 253,8</b>	<b>277 500,7</b>	<b>42 347,0</b>	<b>92 348,1</b>	<b>248 094,1</b>	<b>324 363,7</b>	<b>77,4%</b>	<b>16,9%</b>
Projets	223 499,8	111 609,1	42 347,0	69 756,8	136 984,8	205 230,1	91,8%	83,9%
Programmes	195 754,0	165 891,6	0,0	22 591,3	111 109,3	119 133,6	60,9%	-28,2%



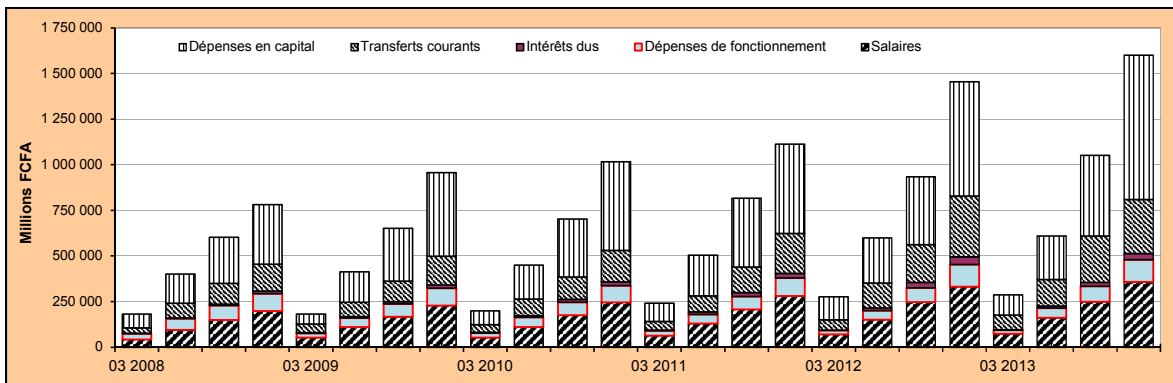
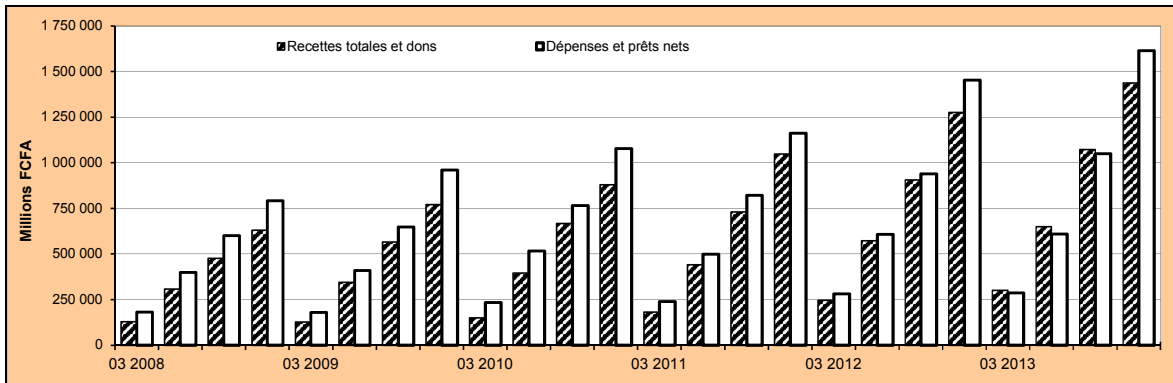
Les recettes totales et dons auraient été mobilisés à hauteur de 1 437,67 milliards de francs CFA à fin décembre 2013 contre 1 276,41 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une augmentation de 161,26 milliards de francs CFA. Cette performance s'expliquerait par un accroissement important des recettes propres (+114,40 milliards de francs CFA) et des dons (+46,86 milliards de francs CFA) au cours de la période.

Les recettes propres auraient été recouvrées à hauteur de 1 113,31 milliards de francs CFA à fin décembre 2013 contre 998,91 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une hausse de 11,45%. Ces réalisations, qui seraient en deçà aussi bien des prévisions de la LFR que de celles révisées dans le cadre du programme soutenu par la FEC du FMI, seraient essentiellement imputables aux performances enregistrées au niveau des recettes fiscales (+98,00 milliards de francs CFA). A fin décembre 2013, le recouvrement des recettes non fiscales serait ressorti à 124,42 milliards de francs CFA, en hausse de 15,17% par rapport à fin décembre 2012 (+16,39 milliards de francs CFA). Ce niveau de recouvrement aurait été atteint grâce à un maillage plus important des ministères et institutions et au suivi des perceptions spécialisées créées en leur sein.

La mobilisation des dons se serait élevée à 324,36 milliards de francs CFA à fin décembre 2013 contre 277,50 milliards de francs CFA à fin décembre 2012, soit une hausse de 16,85% attribuable à la hausse des dons projets (+93,62 milliards de francs CFA), les dons programmes ayant enregistré une baisse (-46,76 milliards de francs CFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

<b>DEPENSES ET PRETS NETS</b>									
<b>DEPENSES CUMULEES</b>	Prévision budgétaire (2013)	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel	
(En millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.			
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 600 764,8</b>	<b>1 452 866,0</b>	<b>287 227,8</b>	<b>609 163,8</b>	<b>1 049 036,7</b>	<b>1 614 140,8</b>	<b>100,8%</b>	<b>11,1%</b>	
Dépenses	1 590 809	1 453 742,7	286 446,4	608 783,3	1 050 387,2	1 600 587,6	100,6%	10,1%	
Dépenses courantes	749 840	828 665,7	176 438,4	370 055,9	608 399,9	809 373,4	107,9%	-2,3%	
Salaires	349 565	332 339,6	73 751,1	162 010,0	250 120,9	357 868,8	102,4%	7,7%	
Dépenses de fonctionnement	120 914	120 570,9	19 142,3	51 737,4	84 223,8	120 803,8	99,9%	0,2%	
Intérêts dus	29 855	41 805,6	2 764,6	11 084,5	21 323,6	34 755,3	116,4%	-16,9%	
Transferts courants	249 505	333 949,6	80 780,4	145 224,1	252 731,6	295 945,5	118,6%	-11,4%	
Dépenses en capital	840 968	625 077,0	110 008,0	238 727,4	441 987,3	791 214,2	94,1%	26,6%	
financées sur ressources propres	420 280	402 449,5	51 146,9	137 835,1	258 120,3	468 061,9	111,4%	16,3%	
Prêts nets	9 956	-876,7	781,3	380,4	-1 350,5	13 553,2	136,1%	-1646,0%	



La situation des finances publiques à fin décembre 2013 se serait caractérisée par une augmentation des dépenses totales et prêts nets comparativement à la même période en 2012. En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets serait ressortie à 1 614,14 milliards de francs CFA à fin décembre 2013 contre 1 452,87 milliards de francs CFA à fin décembre 2012, correspondant à un accroissement de 11,10% imputable à la hausse des dépenses en capital, les dépenses courantes ayant légèrement fléchi.

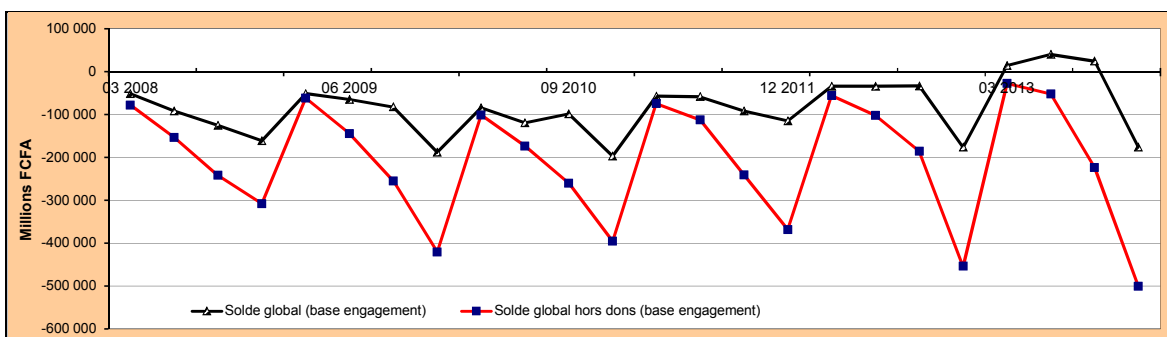
Les dépenses courantes, en régression de 2,33% par rapport à fin décembre 2012, auraient été exécutées à hauteur de 809,37 milliards de francs CFA à fin décembre 2013. Cette évolution serait due principalement à la baisse des dépenses de transferts courants et dans une moindre mesure à celle des intérêts payés au titre de la dette publique.

Les dépenses en capital auraient enregistré une progression de 166,14 milliards de francs CFA (+26,58%) par rapport à fin décembre 2012 en se situant à 791,21 milliards de francs CFA à fin décembre 2013. Cette évolution résulte principalement de l'accroissement des investissements réalisés sur ressources propres (+65,61 milliards de francs CFA), des transferts en capital et restructuration (+51,95 milliards de francs CFA) et des investissements financés sur ressources extérieures (+48,57 milliards de francs CFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

### SOLDES ET FINANCEMENT

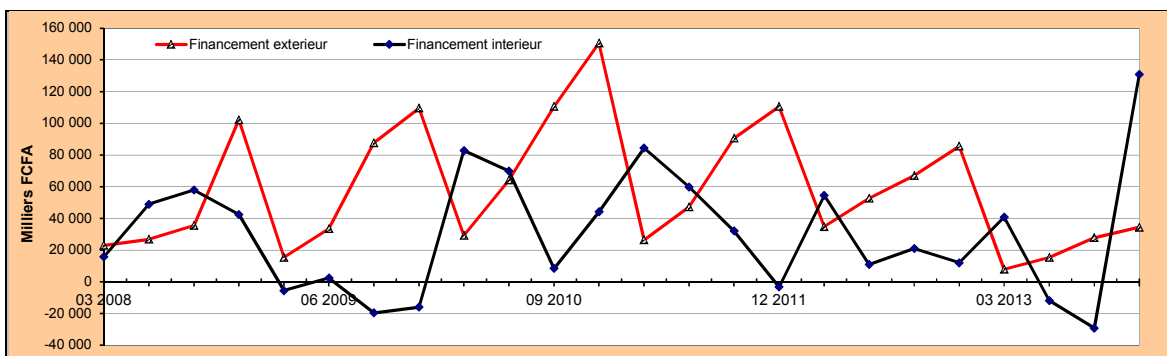
SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2013	2013	2013	2013		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-115 421,9</b>	<b>-176 456,1</b>	<b>14 454,5</b>	<b>40 000,6</b>	<b>24 260,9</b>	<b>-176 468,2</b>	<b>152,9%</b>	<b>0,0%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-534 676	-453 956,8	-27 892,5	-52 347,5	-223 833,2	-500 831,9	93,7%	10,3%
Solde primaire	-504 820	-412 151,2	-25 127,9	-41 263,1	-202 509,7	-466 076,7	92,3%	13,1%
Solde de base	-113 987	-236 826,3	26 658,7	44 234,9	-44 766,0	-235 129,8	206,3%	-0,7%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-115 421,9</b>	<b>-104 180,5</b>	<b>-50 029,8</b>	<b>-6 892,2</b>	<b>20 864,4</b>	<b>-164 012,6</b>	<b>142,1%</b>	<b>57,4%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-534 675,6	-381 681,2	-92 376,8	-99 240,3	-227 229,7	-488 376,4	91,3%	28,0%



Le déficit global base engagement des opérations financières de l'Etat se serait établi à 176,47 milliards de francs CFA à fin décembre 2013 contre 176,46 milliards de francs CFA à fin décembre 2012, soit une stagnation. Hors dons, ce déficit serait ressorti à 500,83 milliards de francs CFA à fin décembre 2013, soit une dégradation de 10,33% par rapport à fin décembre 2012.

Quant au solde global base caisse, il se serait chiffré à -164,01 milliards de francs CFA à fin décembre 2013 contre -104,18 milliards de francs CFA une année auparavant.

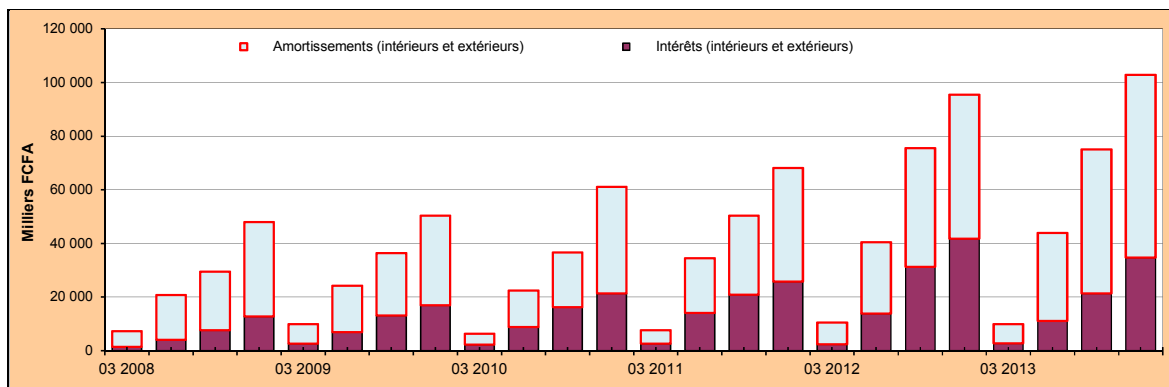
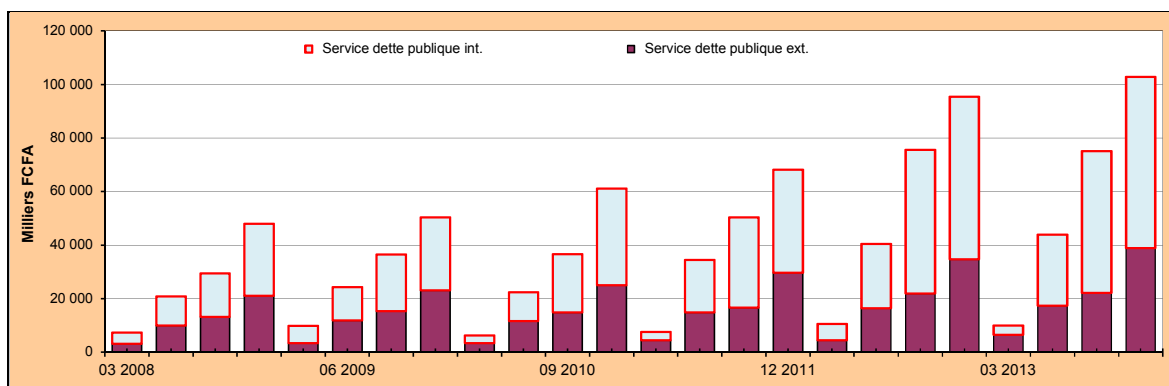
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2013	2013	2013	2013		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>61 400,8</b>	<b>97 555,7</b>	<b>48 679,6</b>	<b>3 543,4</b>	<b>-1 364,6</b>	<b>165 378,0</b>	<b>269,3%</b>	<b>69,5%</b>
Financement extérieur	91 552,5	85 545,9	7 918,7	15 335,1	27 812,0	34 445,6	37,6%	-59,7%
Décassements extérieurs	115 790,3	107 283,9	12 204,1	26 825,6	42 082,4	60 472,0	52,2%	-43,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-24 237,8	-21 738,0	-4 285,4	-11 490,5	-14 270,4	-26 026,4	107,4%	19,7%
Ajustement taux de change		0,0	0,0	0,0	#VALEUR!	#VALEUR!		
Financement intérieur	-30 151,7	12 009,8	40 760,9	-11 791,7	-29 176,6	130 932,5	-434,2%	990,2%
Financement bancaire	2 775,0	-25 952,9	51 881,1	-10 113,4	-38 400,8	138 636,5	4995,8%	-634,2%
Secteur non bancaire	-32 926,7	37 962,7	-11 120,2	-1 678,2	9 224,2	-7 704,1	23,4%	-120,3%
Gap de financement	-54 021,1	6 624,9	1 350,2	3 348,8	-19 499,8	0,0	0,0%	-100,0%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2013)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2013	2013	2013	2013		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>70 130,0</b>	<b>95 435,4</b>	<b>9 891,6</b>	<b>43 844,5</b>	<b>75 095,2</b>	<b>102 893,6</b>	<b>146,7%</b>	<b>7,8%</b>
Amortissements (int. et ext.)	50 100	53 629,8	7 127,0	32 760,0	53 771,7	68 138,4	136,0%	27,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	41 805,6	2 764,6	11 084,5	21 323,6	34 755,3	173,5%	-16,9%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>40 525,4</b>	<b>60 705,7</b>	<b>3 374,0</b>	<b>26 472,5</b>	<b>52 965,6</b>	<b>64 046,9</b>	<b>158,0%</b>	<b>5,5%</b>
Amortissements	28 868	31 891,8	2 841,6	21 269,5	39 501,3	42 111,9	145,9%	32,0%
Intérêts	11 657	28 813,9	532,4	5 202,9	13 464,3	21 934,9	188,2%	-23,9%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>29 604,6</b>	<b>34 729,7</b>	<b>6 517,6</b>	<b>17 372,0</b>	<b>22 129,6</b>	<b>38 846,8</b>	<b>131,2%</b>	<b>11,9%</b>
Amortissements	21 232	21 738,0	4 285,4	11 490,5	14 270,4	26 026,4	122,6%	19,7%
Intérêts	8 373	12 991,7	2 232,2	5 881,5	7 859,2	12 820,3	153,1%	-1,3%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,5%</b>	<b>125,7%</b>	<b>0,4%</b>

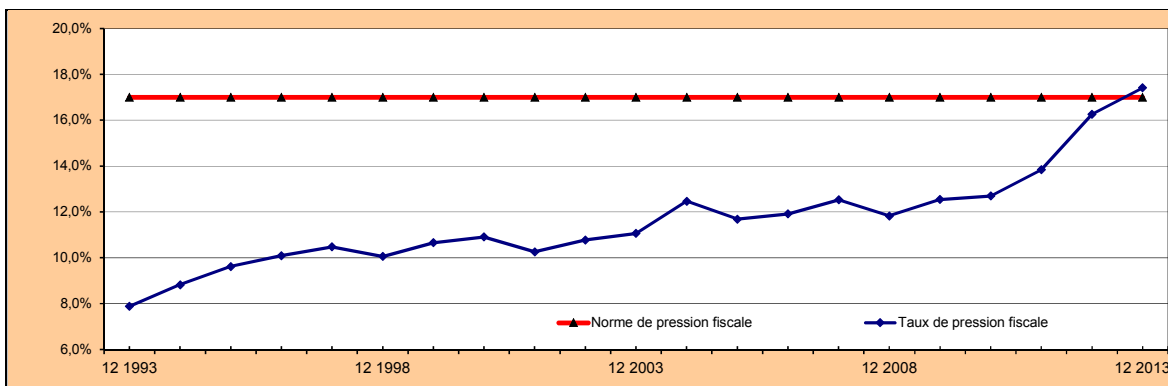


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est évalué à 3,5% au 31 décembre 2013 comme au 31 décembre de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,6%	-2,9%	-2,3%	-4,3%	-3,9%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	27,5%	29,7%	29,0%	30,1%	29,7%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%	47,3%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%	36,2%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-9,1%	-6,1%	-5,3%	-5,5%	-10,9%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	12,7%	13,8%	16,3%	17,4%



Sources : M.E.F.

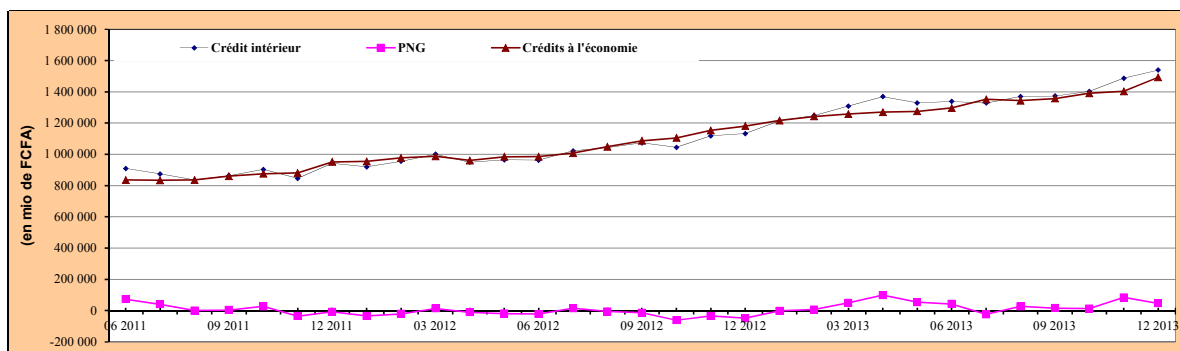
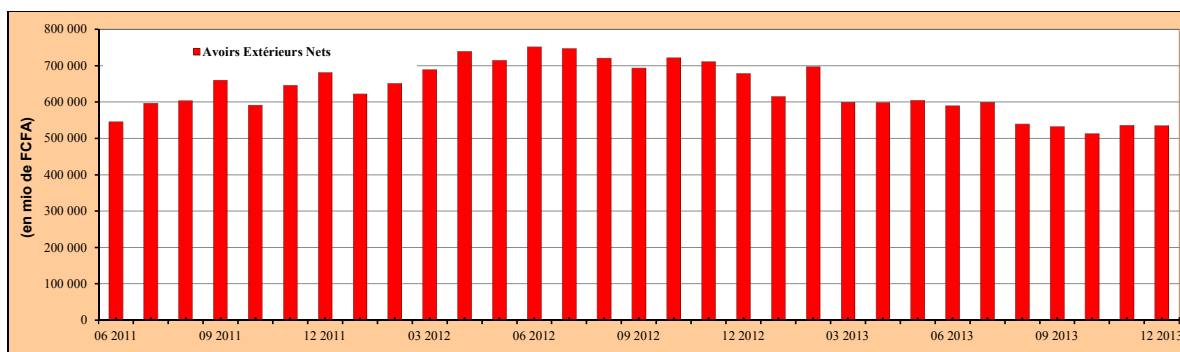
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

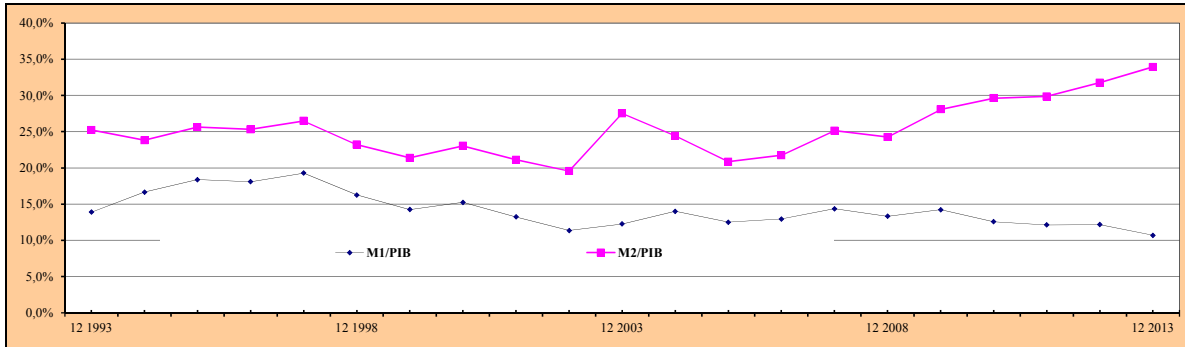
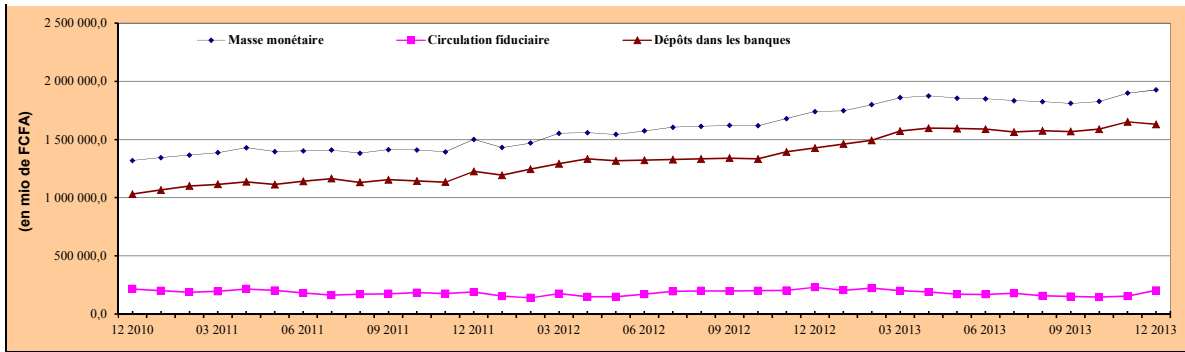
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2012 et fin décembre 2013 a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-21,2%), une augmentation du crédit intérieur (+35,9%) et un accroissement de la masse monétaire (+10,7%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>678 850,2</b>	<b>599 821,3</b>	<b>589 890,7</b>	<b>532 831,9</b>	<b>534 897,3</b>	<b>2 065,4</b>	<b>0,4%</b>	<b>-143 952,9</b>	<b>-21,2%</b>
BCEAO	233 895,2	106 824,3	116 738,7	129 975,9	45 158,3	-84 817,6	-65,3%	-188 736,9	-80,7%
Banques	444 955,0	492 997,0	473 152,0	402 856,0	489 739,0	86 883,0	21,6%	44 784,0	10,1%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>1 132 895,9</b>	<b>1 308 686,2</b>	<b>1 338 456,0</b>	<b>1 373 338,2</b>	<b>1 539 223,1</b>	<b>165 884,9</b>	<b>12,1%</b>	<b>406 327,2</b>	<b>35,9%</b>
PNG	-48 275,1	50 324,0	42 456,5	15 991,7	46 909,6	30 917,9	193,3%	95 184,7	-197,2%
Crédits à l'économie	1 181 171,0	1 258 362,2	1 295 999,5	1 357 346,5	1 492 313,5	134 967,0	9,9%	311 142,5	26,3%
dont crédits à court terme	716 467,0	684 568,2	733 440,5	774 689,5	882 851,5	108 162,0	14,0%	166 384,5	23,2%
dont crédits de campagne	20 004,0	93 966,0	57 202,0	18 439,0	12 629,0	-5 810,0	-31,5%	-7 375,0	-36,9%
dont crédits à moyen et long terme	444 700,0	479 828,0	505 357,0	564 218,0	596 833,0	32 615,0	5,8%	152 133,0	34,2%
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 740 270,4</b>	<b>1 860 257,7</b>	<b>1 849 860,9</b>	<b>1 811 096,9</b>	<b>1 927 248,1</b>	<b>116 151,2</b>	<b>6,4%</b>	<b>186 977,7</b>	<b>10,7%</b>
Circulation fiduciaire	230 313,4	199 972,1	168 796,6	149 908,7	203 148,2	53 239,5	35,5%	-27 165,2	-11,8%
Dépôts dans les banques	1 427 168,9	1 572 728,1	1 590 183,7	1 568 220,0	1 631 180,1	62 960,1	4,0%	204 011,2	14,3%
dont dépôts à vue	681 452,9	778 733,1	791 432,7	723 502,0	781 917,1	58 415,1	8,1%	100 464,2	14,7%
dont dépôts à terme	487 938,0	524 353,0	513 004,0	555 364,0	549 042,0	-6 322,0	-1,1%	61 104,0	12,5%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>71 475,7</b>	<b>48 249,8</b>	<b>78 485,8</b>	<b>95 073,2</b>	<b>146 872,3</b>	<b>51 799,1</b>	<b>54,5%</b>	<b>75 396,6</b>	<b>105,5%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12	déc.13
			Est.	Est.	
<b>M1/PIB</b>	<b>14,2%</b>	<b>12,6%</b>	<b>12,1%</b>	<b>12,2%</b>	<b>10,7%</b>
<b>M2/PIB</b>	<b>28,1%</b>	<b>29,6%</b>	<b>29,9%</b>	<b>31,8%</b>	<b>33,9%</b>



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 678,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 534,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013, soit un reflux de 143,9 milliards de FCFA (-21,2%). Cette baisse est imputable à celle des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-188,7 milliards de FCFA) tandis que ceux des banques de dépôts ont progressé (+44,8 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 188,7 milliards de FCFA (-80,7%) résulte exclusivement de la baisse des avoirs extérieurs bruts, les engagements extérieurs bruts s'étant contractés. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 297,7 milliards de FCFA à fin décembre 2013 contre 509,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une baisse 211,5 milliards de FCFA (-41,5%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 252,5 milliards de FCFA à fin décembre 2013, contre 275,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit un recul de 22,7 milliards de FCFA (-8,3%).

S'agissant de l'évolution à la hausse des avoirs extérieurs nets des banques, elle résulte d'un accroissement de leurs avoirs extérieurs bruts (+87,7 milliards de FCFA) plus important que celui de leurs engagements extérieurs (+42,9 milliards de FCFA) au cours de la même période.

Le crédit intérieur s'est gonflé de 406,3 milliards de FCFA (+35,9%) à fin décembre 2013, en ressortant à 1.539,2 milliards de FCFA contre 1.132,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cet accroissement est attribuable aussi bien aux crédits à l'économie qu'à la PNG au cours de la même période.

En effet, la PNG est passée de -48,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à +46,9 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Cette évolution est expliquée par une baisse des créances de l'Etat (-32,3 milliards de FCFA, soit -8,4%) accentué par une hausse de ses engagements (+63 milliards de FCFA, soit +18,8%).

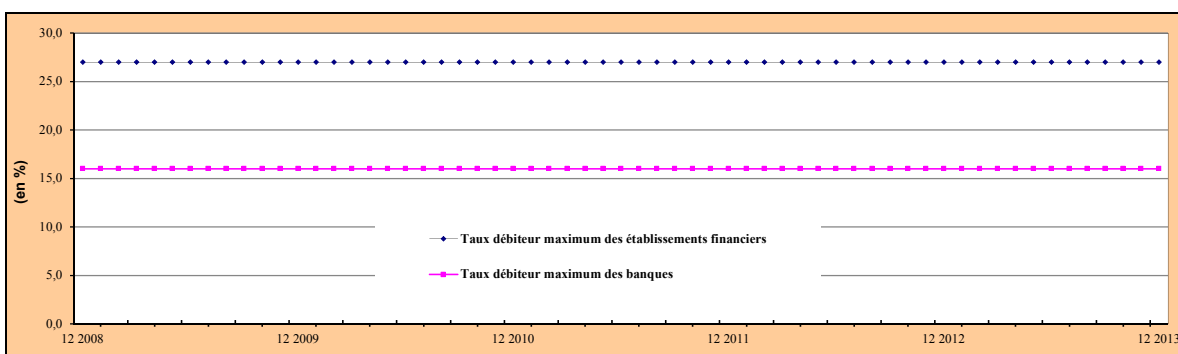
Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1.492,3 milliards de FCFA à fin décembre 2013 contre 1.181,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette expansion a été imprimée, au cours de la période sous revue, par les crédits ordinaires (+318,5 milliards de FCFA, soit +27,4%), les crédits de campagne s'étant contractés de 7,4 milliards de FCFA (-37%).

La masse monétaire, suivant l'évolution résultant de ses contreparties, a connu une hausse de 187 milliards de FCFA (+10,7%) à fin décembre 2013 en ressortant à 1.927,2 milliards de FCFA contre 1.740,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette progression est retracée exclusivement dans les dépôts (+204 milliards de FCFA, soit +14,3%), la circulation fiduciaire ayant au contraire régressé (-27,2 milliards de FCFA, soit -11,8%).

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Variation	
	2012	2013	2013	2013	2013	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du quatrième trimestre 2013.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du quatrième trimestre 2013.

**Sources : B.C.E.A.O.**

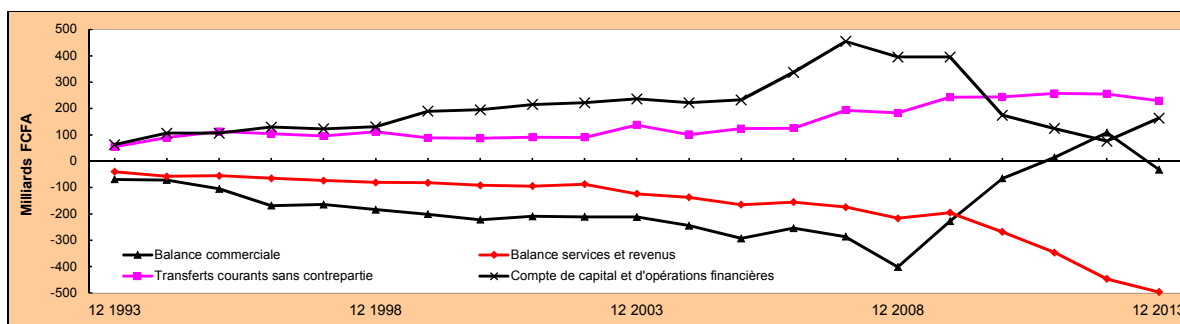


## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2012 ont été marqués par la bonne orientation des cours mondiaux de l'or et du coton, dont les effets positifs seraient toutefois atténués par la poursuite de la remontée des prix internationaux des produits pétroliers et par la progression des importations, notamment celles liées aux produits alimentaires et aux activités minières. Ainsi, le solde de la Balance des Paiements est ressortie déficitaire de 3,4 milliards de FCFA en 2012, contre un excédent de 44,1 milliards de FCFA l'année précédente.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Var. 2013	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2012	Var./2011
Exportations de biens FOB	425,2	788,0	1 132,0	1 464,3	1 423,4	-2,8%	12,1%
Importations de biens FOB	652,8	853,6	1 117,8	1 355,8	1 455,1	7,3%	14,1%
Balance commerciale	-227,6	-65,6	14,2	108,5	-31,8		
Services	-192,6	-265,1	-343,1	-407,6	-460,9	13,1%	15,9%
Revenus	-2,6	-3,2	-3,7	-39,1	-35,5	-9,2%	208,8%
Balance des services et revenus	-195,2	-268,3	-346,8	-446,6	-496,3	11,1%	19,6%
Transferts courants sans contrepartie	242,8	244,0	257,0	255,3	229,1	-10,3%	-5,6%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-180,0	-89,9	-75,6	-82,9	-299,0	260,9%	98,9%
Transferts en capital	132,9	98,9	91,1	137,8	243,7	76,9%	63,6%
Opérations financières	262,6	75,5	32,9	-61,7	-80,3	30,2%	
Comptes de capital et d'opérations financières	395,5	174,3	124,0	76,1	163,4	114,8%	14,8%
Erreurs et omissions	8,7	1,5	-4,3	3,4	-2,2		-28,3%
Solde global	224,1	86,0	44,1	-3,4	-137,8	3988,6%	



Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2012 s'est détériorée de 7,3 milliards de FCFA en ressortant à -82,9 milliards de FCFA en 2012 contre -75,6 milliards de FCFA en 2011, en relation, d'une part, avec le renforcement du déficit de la balance des services et du compte des revenus primaires et, d'autre part, de l'effritement du solde excédentaire du compte des revenus secondaires, avec la baisse des revenus de l'Administration publique. La balance commerciale est ressortie excédentaire de 108,5 milliards de FCFA en 2013 contre +14,2 milliards de FCFA en 2011, imputable à l'augmentation des exportations (+332,3 milliards de FCFA) plus importante que celle des importations (+238,1 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 1.464,3 milliards de FCFA en 2012 contre 1.132,0 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 29,4% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+310,0 milliards de FCFA) et du coton fibre (41,6 milliards de FCFA) entre 2011 et 2012. Quant aux importations, elles sont ressorties à 1.355,8 milliards de FCFA en 2012 contre 1.117,8 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 21,3% imputable principalement aux produits pétroliers (+70,4 milliards de FCFA) et aux biens d'investissement (+76,1 milliards de FCFA). S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste s'est établi à -407,6 milliards de FCFA en 2012 contre -343,1 milliards de FCFA en 2011, soit une dégradation de 18,8%, imputable pour l'essentiel aux transports, notamment la rubrique « fret » dont le solde déficitaire s'est accentué de 17,4% par rapport à 2011 découlant de la hausse des volumes des marchandises importées par rapport à l'année 2011.

Le compte du revenu primaire s'est détérioré de 35,4 milliards de FCFA en s'établissant à -39,1 milliards de FCFA en 2012 contre -3,7 milliards de FCFA en 2011, imputable à l'accroissement, tant des paiements nets aux non-résidents de la rémunération des salariés (+13,9 milliards de FCFA), que des revenus des investissements (+21,5 milliards de FCFA) opérés notamment par les sociétés minières. Quant au solde du compte du revenu secondaire, il a enregistré une légère baisse de 0,7% en s'établissant à 255,3 milliards de FCFA contre un solde de 257,1 milliards de FCFA en 2011, imputable à la contraction des transferts de l'Administration publique (-11,6 milliards de FCFA), en liaison avec la baisse de 8,1% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale, tandis que les transferts du secteur privé ont enregistré une augmentation (+9,9 milliards de FCFA).

Au titre du compte de capital, le solde s'est établi à 137,8 milliards de FCFA en 2012 contre 91,1 milliards de FCFA en 2011, soit une amélioration de 51,3%, expliquée principalement par l'augmentation des dons projets dans le cadre du financement du Programme d'Investissement Public (PIP). Quant au compte financier, il a enregistré un solde de +61,7 milliards de FCFA en 2012 contre -32,9 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une détérioration de 94,6 milliards de FCFA. Cette évolution du compte financier résulterait de la régression des autres investissements publics de 213,0 milliards de FCFA.

Ainsi, le solde global est ressorti déficitaire de 3,4 milliards de FCFA en 2012, contre un excédent de 44,1 milliards de FCFA en 2011.

Sources : B.C.E.A.O.

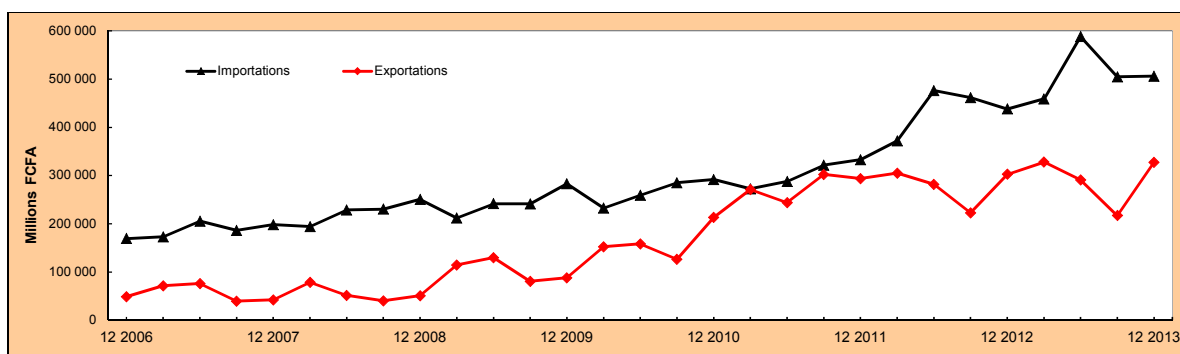
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>							
<b>IMPORTATIONS EN VALEURS</b> (En mio Francs CFA)	<b>4. Trim.</b>	<b>1. Trim.</b>	<b>2. Trim.</b>	<b>3. Trim.</b>	<b>4. Trim.</b>	<b>Glissement</b>	
	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>trimestriel</b>	<b>annuel</b>
<b>TOTAL</b>	<b>437 845,4</b>	<b>458 492,2</b>	<b>588 267,3</b>	<b>504 438,0</b>	<b>505 886,9</b>	<b>0,3%</b>	<b>15,5%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 034,9	3 288,1	4 394,1	4 442,4	5 194,8	16,9%	28,7%
Produits du règne végétal	26 289,4	24 767,5	29 443,2	32 499,0	23 559,8	-27,5%	-10,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 604,6	4 435,8	5 965,9	3 716,6	4 423,4	19,0%	-3,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	26 035,0	23 367,4	31 260,9	31 633,8	28 274,9	-10,6%	8,6%
Produits minéraux	118 266,3	128 831,5	154 796,0	133 846,9	149 041,9	11,4%	26,0%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	50 203,5	63 668,3	94 840,1	55 554,3	61 551,6	10,8%	22,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	17 288,2	17 166,8	18 422,6	20 375,7	19 881,1	-2,4%	15,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	333,5	452,4	489,9	606,4	244,3	-59,7%	-26,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 167,0	1 276,6	1 421,4	1 057,2	1 395,0	31,9%	19,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 001,8	5 660,7	4 739,8	7 634,5	5 708,1	-25,2%	-4,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 012,2	9 652,8	13 021,7	10 299,3	20 878,6	102,7%	160,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 550,9	1 234,2	1 717,6	1 719,7	2 495,8	45,1%	60,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 721,0	2 948,8	4 221,3	3 606,6	3 646,7	1,1%	-2,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	121,1	129,9	131,0	187,1	182,4	-2,5%	50,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	32 663,4	31 801,1	50 281,7	38 725,2	44 180,2	14,1%	35,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	93 744,5	80 543,0	108 360,8	99 961,2	86 178,8	-13,8%	-8,1%
Matériel de transport	36 436,2	50 353,0	56 287,6	49 868,8	39 477,1	-20,8%	8,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	3 113,2	3 931,5	4 642,7	3 601,0	5 570,7	54,7%	78,9%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	203,2	1 490,5	186,7	874,4	297,0	-66,0%	46,2%

Les importations sont restées stables au quatrième trimestre comparativement au troisième trimestre 2013. La baisse des importations de "machines et appareils, matériels électrique" de 13,8 milliards de FCFA, de "matériels de transports" de 10,4 milliards de FCFA et des "produits du règne végétal" de 8,9 milliards de FCFA a presque compensé la hausse de la facture pétrolière de 15,2 milliards de FCFA, des importations de "matières textiles et ouvrages en ces matières" de 10,6 milliards de FCFA et des "produits des industries chimiques" de 6,0 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance observée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit ce trimestre avec une hausse de 15,5% par rapport au quatrième trimestre de 2012. La facture pétrolière, les importations de "matières textiles", de "métaux communs et ouvrages en ces matières", et de "produits des industries chimiques" enregistrent les hausses les plus significatives. En effet, la facture pétrolière a enregistré une hausse de 26,0% soit 30,8 milliards de francs CFA, les matières textiles une hausse de 160,6% soit 12,9 milliards de FCFA, les métaux communs et ouvrages en ces matières une hausse de 35,3% soit 11,5 milliards de FCFA et les produits des industries chimiques une hausse de 22,6% soit 11,3 milliards de FCFA.

**Sources : M.E.F. / I.N.S.D.**

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2012	2013	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>302 400,3</b>	<b>327 707,7</b>	<b>290 663,0</b>	<b>216 773,2</b>	<b>327 375,1</b>	<b>51,0%</b>	<b>8,3%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	754,5	610,1	1 001,4	544,4	702,1	29,0%	-7,0%
Produits du règne végétal	24 968,2	39 689,1	26 155,8	16 517,9	59 458,6	260,0%	138,1%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	21 437,0	34 511,0	5 392,1	7 679,6	54 685,7	612,1%	155,1%
Graisses et huiles animales ou végétales	826,2	962,0	1 079,5	803,2	1 554,8	93,6%	88,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 685,0	1 041,9	1 639,3	1 482,5	1 450,3	-2,2%	-13,9%
Produits minéraux	154,8	207,9	202,5	117,2	146,9	25,3%	-5,1%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	417,0	528,0	890,7	348,3	741,2	112,8%	77,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 636,2	158,6	194,6	193,0	1 887,0	877,9%	15,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	190,6	333,0	495,8	178,3	253,7	42,3%	33,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	165,5	40,2	129,8	30,9	8,8	-71,4%	-94,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	15,4	16,0	27,7	132,0	28,7	-78,3%	86,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	37 578,8	81 399,9	60 753,8	16 704,1	63 279,5	278,8%	68,4%
dont coton fibre	36 613,8	80 195,7	58 945,0	15 758,8	61 940,8	293,1%	69,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	20,4	31,5	32,9	21,0	27,6	31,1%	35,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	75,4	113,3	84,1	116,8	86,0	-26,4%	14,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	225 019,4	192 942,9	192 725,7	169 897,8	177 210,9	4,3%	-21,2%
dont or	225 016,9	192 942,6	192 725,7	169 897,8	177 208,2	4,3%	-21,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	1 787,6	928,6	963,8	3 329,2	10 967,5	229,4%	513,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	5 315,5	6 964,0	2 837,8	3 305,6	3 533,9	6,9%	-33,5%
Matériel de transport	1 221,0	970,5	989,9	1 990,4	5 167,8	159,6%	323,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	293,0	536,9	154,2	168,9	672,7	298,3%	129,6%
Marchandises et produits divers	154,2	155,3	158,5	823,2	147,3	-82,1%	-4,5%

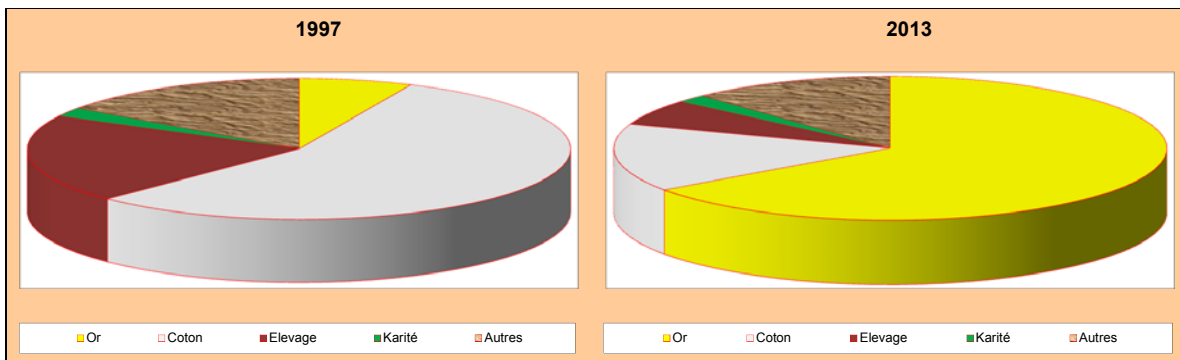


Au quatrième trimestre 2013, les exportations enregistrent une hausse de 51,0% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 216,8 milliards FCFA au deuxième trimestre 2013 à 327,4 milliards FCFA. Cette hausse est principalement imputable aux graines et fruits oléagineux (+47,0 milliards FCFA), au coton fibre (+46,2 milliards de FCFA), aux métaux communs et ouvrages en ces métaux (+7,6 milliards de FCFA), et à l'or non monétaire (+7,3 milliards FCFA).

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une hausse modérée des exportations de 8,3% malgré la baisse des exportations d'or non monétaire de 21,2% soit 47,8 milliards de FCFA. Cette hausse est principalement imputable aux exportations d'arachide, sésame et autres graines et fruits oléagineux de 155,1% soit 33,2 milliards de FCFA, et de coton fibre de 69,2% correspondant à une valeur de 25,7 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1997	2010	2011	2012	2013
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	6,7%	65,0%	75,3%	79,4%	65,2%
Part du coton dans total	55,7%	14,4%	11,5%	11,6%	15,3%
Part des produits de l'élevage dans total	20,3%	8,3%	6,3%	5,4%	5,8%
Part du karité dans total	2,1%	2,5%	2,0%	1,7%	1,8%
Part des autres produits dans total	15,2%	9,8%	4,9%	2,0%	11,9%

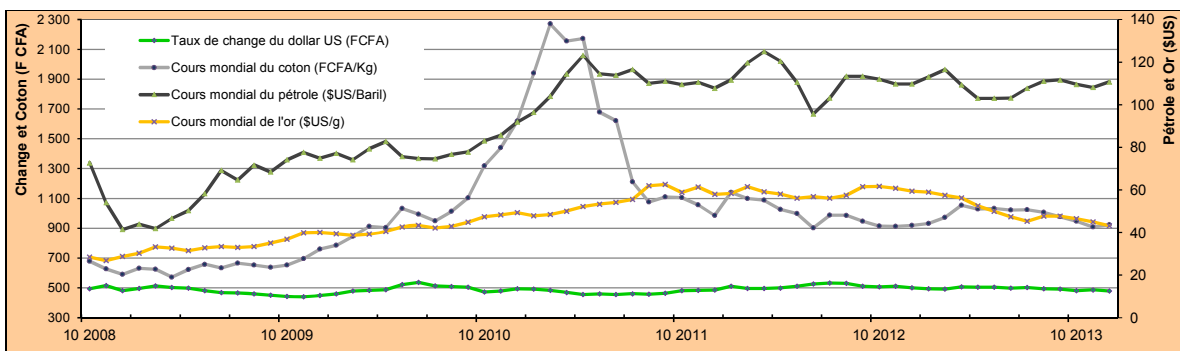


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (55,7%) et celles de produits de l'élevage (20,3%) en 1997, il ressort une prédominance de l'or avec 79,4% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	Moyenne trimestrielle	2012	2013	2013	2013	2013	trimestriel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	505,6	497,3	502,2	495,3	482,0	-2,7%	-4,7%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	110,5	112,9	103,0	110,1	109,4	-0,6%	-0,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 810,3	1 981,6	2 044,8	2 024,3	1 921,5	-5,1%	6,1%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	60,6	57,5	49,9	46,9	44,9	-4,3%	-26,0%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	55,8	56,1	51,7	54,5	52,7	-3,3%	-5,5%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	915,1	985,9	1 026,9	1 002,7	926,1	-7,6%	1,2%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	30,6	28,6	25,1	23,2	21,6	-6,8%	-29,4%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,016	0,018	0,020	0,018	0,018	-4,5%	7,1%



**. Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, le Franc CFA s'est apprécié vis à vis du dollar américain pour le deuxième trimestre d'affilé aussi bien en rythme trimestriel qu'en glissement annuel. L'appréciation a été de 2,7% au quatrième trimestre 2013 contre 1,4% au trimestre précédent. En moyenne, le Franc CFA valait 482,0 Francs pour un dollar au dernier trimestre 2013 contre 495,3 francs un trimestre plus tôt. Par rapport à son niveau de la même période de l'année précédente, il s'est apprécié face au dollar de 4,7% contre 5,5% un trimestre auparavant. La monnaie de la zone franc profite d'un billet vert plombé par le maintien de la politique monétaire de la Reserve Fédérale (Fed) qui se traduit par des injections de liquidités dans le système financier américain afin de stimuler la reprise économique de la première économie mondiale.

**.Prix des produits exportés :**

Le fléchissement du cours du coton observé au troisième trimestre 2013 s'est confirmé au quatrième trimestre. En effet, établi en moyenne à 1 921 \$US la tonne au quatrième trimestre 2013, le cours de l'or blanc a reculé de 5,1% en variation trimestrielle contre une baisse de 1,0% au trimestre précédent. En revanche, en glissement annuel, le cours du coton a progressé de 6,1% après une hausse de 9,0% un trimestre auparavant. Exprimé en FCFA, le prix du coton fibre s'est contracté de 7,6%, passant de 1 002,7 FCFA le kilogramme au troisième trimestre 2013 à 926,6 FCFA au quatrième trimestre. Toutefois, il s'est relevé de 1,2% par rapport au quatrième trimestre 2012. Cette phase de décreuse amorcée par le cours du coton pourrait s'expliquer par les perspectives de bonnes récoltes attendues dans certaines régions de production et une demande mondiale qui marque un peu le pas.

Le quatrième trimestre 2013 a confirmé la contre-performance qu'a connue l'or cette année. La tendance clairement baissière du cours de l'or depuis les derniers mois du quatrième trimestre 2012 s'est poursuivie. En effet, l'or a cédé 4,3% de sa valeur au quatrième trimestre 2013 contre 6,1% au trimestre précédent. Le gramme d'or valait en moyenne 44,9 \$US au dernier trimestre contre 46,9 \$US au troisième trimestre 2013. En glissement annuel, le cours de l'or a fléchi de 26,0% contre 19,7% un trimestre auparavant. Converti en FCFA, le cours du métal jaune a baissé de 6,8% en variation trimestrielle, ressortant en moyenne à 21629 FCFA au quatrième trimestre 2013 contre 23 208 FCFA le gramme un trimestre plus tôt. La chute du prix de l'or s'expliquerait d'une part, par sa fonction de valeur refuge contrariée par la reprise économique mondiale et d'autre part, par les risques de ventes de réserves d'or par les banques centrales notamment en zone euro.

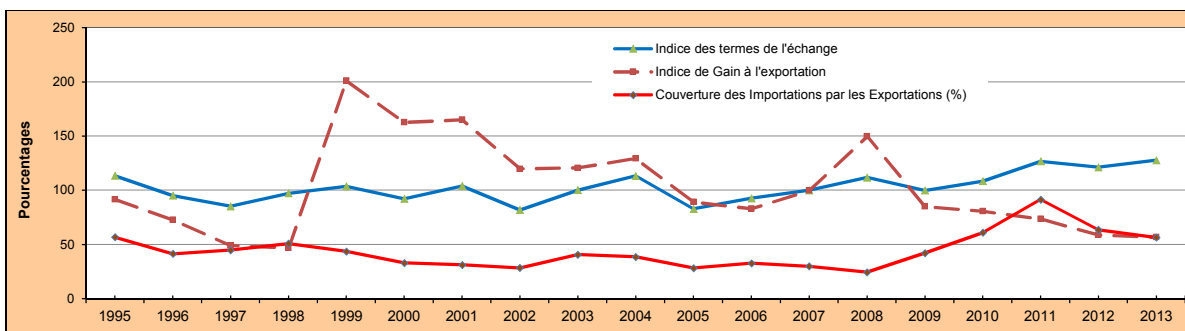
**.Prix des produits importés :**

Après avoir renoué avec la hausse en franchissant en moyenne la barre des 110 dollars le baril le trimestre précédent, le cours mondial du baril de Brent de pétrole a marqué le pas au dernier trimestre 2013. En effet, le cours du Brent s'est contracté de 0,6% au quatrième trimestre 2013, après un rebond de 6,9% enregistré un trimestre plus tôt. En moyenne, il s'est établi à 109,4 dollars le baril au quatrième trimestre 2013 contre 110,1 dollars un trimestre auparavant. En glissement annuel, le cours du pétrole a fléchi de 0,9%. Exprimé en FCFA, le cours de l'or noir a enregistré aussi bien en rythme trimestriel qu'en glissement annuel des replis respectifs de 3,3% et 5,5%. La baisse du cours du Brent serait expliquée entre autre par l'atténuation des tensions géopolitiques (Iran et Egypte) et par la morosité de la demande de pétrole, ce, malgré un dollar toujours fragilisé.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	Var. 2013	
						Var./2012	Var./2011
Indice prix à l'exportation	119,4	130,5	150,2	155,3	169,9	9,4%	13,2%
Indice prix à l'importation	119,5	120,3	118,5	128,1	133,0	3,8%	12,2%
Indice des termes de l'échange	99,9	108,4	126,7	121,3	127,8	5,4%	0,9%
Indice de gain à l'exportation	85,1	80,8	73,6	58,9	56,8	-3,6%	-22,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	42,1	60,9	91,5	63,6	56,5	-11,2%	-38,2%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 à 63,6% en 2012 et à 56,5% en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSS :	Direction des Statistiques Sectorielles
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGPSE :	Direction Générale de la Prédiction, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NATionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

### Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>SOW, Arouna</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGPSE
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa</b>	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>ZONGO, S. Lambert</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP